



**PROCÈS-VERBAL  
REUNION DU COMITE DIRECTEUR  
MERCREDI 29 AVRIL 2026**

- *En visioconférence* -

**B.O n° 2708**

---

**Début des travaux à 14h00**

---

**Appel nominal par la Secrétaire Générale**

---

**Présents :**

Président	Gilles SEZIONALE
Président Délégué	Lazreg BENELHADJ
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Trésorier	Bernard DALMON
Vice-présidents délégués	Jean-Luc MANAUDOU Patrick PEREZ
Vice-président(e)s	Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN Joël PINEAU Carine SOLLBERGER
Chargés de mission	Sylvie CAILLET Jean-Marc LANDAIS Alexandra VERGNES
Membres	Alex BADIAN Christine BRIOUT Lionel CHALENDAR Joël CLOSIER Guilène FAUBOURG Sandrine FAVROT Francesca FILATONDI Jean-François GUINOT Cécile HUGONENQ Marie-Yildiz KAVAKLIOGLU Richard LAGRAVE Christine MAZIERE Benjamin MERCIER Christelle MIGNE Laurent VIQUERAT

**Excusés :**

Vice-Présidente	Virginie PORTAL
Membre	Hervé LESTURGIE
Membre	Marie-Noëlle NOULARD
Membre	Véronique POLI

**Absents :**

Représentante des SHN	Louise GUILLET
Membre	Alain BERNARD
Membre	Mathieu BURBAN

Membre	Stéphane MEYER
--------	----------------

**Assistent :**

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Commissaire aux Comptes	Georges de BONDY
DTN	Denis AUGUIN
DTN Adjointe	Anne COZZOLINO
DTN Adjoint	Florian BRUZZO
Directrice Administrative et Financière	Alexandra LABOUCHEIX
Responsable de la coordination des Instances	Magali TAPRET
Responsable Juridique	Antoine FONTAINE
Chargé de missions institutionnelles CFR	Sylvain PESTANA (en partie)
Représentant du CSE	Valentin MATHOU

## 1. Accueil du Président

Gilles Sézional souhaite la bienvenue aux membres présents et ouvre la séance en partageant les enjeux stratégiques du moment.

### 1. Championnats d'Europe 2026

L'organisation des Championnats d'Europe entre désormais dans une phase décisive. Le Président souligne le plein succès de la journée « J-100 » organisée récemment au Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis : la qualité des présentations et l'adhésion des partenaires confirment la pertinence de la stratégie adoptée.

Malgré cette dynamique, la charge de travail reste importante. L'envergure de l'événement exige une rigueur absolue, qu'il s'agisse du pilotage des appels d'offres ou de la précision logistique. L'objectif est clair : transformer les fondations actuelles en une vitrine pour la natation française.

### 2. Infrastructures et "Maison de la Natation"

Le Président annonce une avancée majeure pour le patrimoine fédéral : la récupération du bassin d'échauffement des CE26 au profit de la ville de Clichy. Il s'agit d'une victoire stratégique avec la pérennisation d'un nouveau bassin de 50 mètres en région parisienne. Ce projet d'équipement sera également le socle de la future « Maison de la Natation ». La ville de Clichy ayant officiellement proposé d'accueillir le siège fédéral, la FFN se dirige vers la création d'un pôle d'excellence unifiant services administratifs (FFN et IDF) et infrastructures sportives.

### 3. Contexte économique et soutien au bénévolat

En conclusion, Gilles Sézional alerte sur l'impact de la crise énergétique. Face à l'envolée des prix des carburants et à l'inflation, il rappelle que l'engagement bénévole ne doit, en aucun cas, représenter une charge financière pour les acteurs de la Fédération. Une réflexion sera donc engagée pour définir des mesures d'aide financière spécifiques afin d'amortir les frais de déplacement en véhicule personnel. L'objectif est de garantir la continuité des missions de chacun dans des conditions soutenables.

## 2. Affaires financières

### 2.1 – Arrêté des comptes 2025

Alexandra Laboucheix introduit la présentation avec un résultat comptable excédentaire 2025 de 811 K€, (résultat économique réel de + 96 K€ après neutralisation des opérations liées aux Championnats d'Europe 2026). Ce résultat positif constitue la « première brique » financière du cycle 2025/2026. Pour rappel le budget 2026 a été voté avec un déficit prévisionnel de -750K. Cette gestion permet d'anticiper un résultat consolidé à l'équilibre sur l'ensemble de la période 2025-2026.

Globalement, il n'y a aucun impact des Championnats d'Europe dans les comptes 2025. Comme prévu lors du CODIR de décembre 2025, la participation des salariés aux CE a été neutralisée pour la réinjecter l'année suivante.

Actualisation de la trajectoire pluri annuelle :

En K€	2 022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
	Réel	Réel	Réel	Réel	Budget	Budget	Budget	Budget
Résultat	-1 170	342	65	811	-750	350	350	350
Report à nouveau	-175	-1 345	-1 003	-938	-127	-877	-527	-177
Situation Nette	1 154	1 496	1 561	2 372	1 622	1 972	2 322	2 672
Subventions d'investissement	1 485	8 046	7 629	3 920	2 135	1 875	1 615	1 355
Fonds propres	2 639	9 542	9 190	6 292	3 757	3 847	3 937	4 027
(Trésorerie + Placement) nets des emprunts	4 423	2 752	5 195	7 016	3 280	3 630	3 980	4 330

### Les éléments clés de compréhension du résultat 2025 :

- ✓ Un impact neutre des championnats d'Europe 2026 dans les comptes 2025 : encaissement de 656 K€ de billetterie neutralisée comptablement et 2 380 K€ de subventions portées en fonds dédiés, consommé à hauteur de la masse salariale engagée (715 K€) et des prestations engagées (255 K€).
- ✓ **Écarts budgétaires négatifs :**
  - Licences : - 550 K€ (+7,5% +2,5%, faite dans un contexte de fort dynamisme post JO)
  - Bassins mobiles : - 300 K€ (- 200 K€ sur les objectifs de vente ; - 100 K€ sur le partenariat EDF)
  - Événementiel : - 220 K€ (Giant Open, Coupe d'Europe Eau Libre, Coupe du Monde Natation Artistique)
  - Convention MGP/CAO : - 125 K€ impact inflation
  - Partenariat : - 90 K€ par rapport aux objectifs
- ✓ **Économies réalisées :**
  - Programmes équipes de France : + 210 K€ (notamment sur le water-polo)
  - Encadrement médical : + 150 K€
  - Fonctionnement DTN : + 200 K€ (vacance de la DTN et recrutements reportés)
  - Recherche : + 45 K€ (report recrutement)
  - Aides sportives : + 95 K€
  - Dotations amortissement : +195 K€ (report ENF Admin)
  - Formation : + 100 K€ (optimisation recettes/dépenses)

Lionel Chalendar demande des précisions sur les économies de 95 K€ réalisées sur les aides sportives. Anne Cozzolino explique qu'il s'agit principalement du budget de 45 K€ non utilisé sur la préparation mentale et à diverses actions non menées suite à la vacance de la Direction Technique Nationale.

Une analyse détaillée des résultats financiers pour chaque direction de la fédération est ensuite présentée, notamment :

- ✓ Sportif : total de dépenses de 6,7 M€ pour un budget de 7,3 M€. Globalement, le calendrier sportif est conforme aux projections budgétaires (en deçà pour le Water-Polo) et les économies sont principalement enregistrées sur l'encadrement médical, le fonctionnement de la DTN, ainsi que les diverses aides et primes versées.
- ✓ Direction financière : réalisé licence 7 555 K€ Vs budget 8 095 K€
- ✓ Ressources humaines : masse salariale de 4,7 M€ pour un budget de 4,8 M€
- ✓ Centre Fédéral de Ressource : opération Baignade en Seine (370 K€ de recettes pour 345 K€ de dépenses) ; déploiement équilibré des bassins mobiles ; vente de 2 bassins d'Ile de France (Clichy -

96K€ - Chatenay +23K€ - Impact bilanciel 3 650K€ - Pas d'atteinte des objectifs de 200 K€ de vente). A noter le dépassement de la convention CAO / MGP (215K€ pour 7 mois) qui s'explique par l'indexation du prix sur l'inflation.

- ✓ Formation : excédent de 100 K€ par rapport au budget, notamment sur l'apprentissage
- ✓ Rayonnement : dépenses événementielles supérieures au budget (-220 K€ Giant Open, CM de Natation Artistique et CM Eau Libre) ; recettes marketing 1 138 K€.
- ✓ Développement des pratiques et de la santé : Aisance Aquatique (- 93 K€) ; J'Apprends à Nager (+ 33 K€) ; Apprentissage et Natation Santé (+ 39 K€).
- ✓ Ressources numériques : dépenses de fonctionnement en ligne avec le budget ; programme d'investissement Aquavista : 655K investis en 2025 dont 580 K€ sur la brique ENF Admin.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

## **2.2 – Intervention du Commissaire aux comptes**

Georges de Bondy présente le compte-rendu de la mission d'audit des Commissaires aux Comptes.

Il met l'accent sur la situation comptable particulière (résultat positif important en 2025 suivi d'une perte prévisible en 2026) qui a été clarifiée et justifiée.

Normalement, quand une perte future peut être estimée avec précision, il est prudent d'en tenir compte dans l'année où elle est détectée. Le traitement comptable de la perte prévisible 2026 a fait l'objet de discussion et il a été décidé de ne pas la comptabiliser dans les comptes 2025 en raison de son manque de précision et de maintenir l'impact du championnat d'Europe en 2026 dans l'exercice correspondant.

La validation des comptes peut procéder sans remarques majeures, avec la nécessité de mentionner dans l'annexe un changement sur le plan législatif concernant la présentation des comptes et l'explication du résultat particulier et la nécessité de prendre en compte l'analyse de 2026.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

**Le Comité Directeur valide à l'unanimité les comptes 2025 et l'affectation du résultat au report à nouveau. Quitus est donné au Trésorier.**

Dominique Cupillard remercie Bernard Dalmon, l'ensemble du service financier ainsi que Georges de Bondy et son équipe pour le travail réalisé.

## **3. Affaires Administratives**

---

### **3.1 – Validation du PV du CC Licences et Affiliations du 17 avril 2026 (en annexe)**

Le Comité Directeur valide le PV du CC Licences et Affiliations du 17 avril 2026.

### **3.2 – Propositions de modifications statutaires et réglementaires**

Antoine Fontaine précise en préambule que ces modifications constituent une refonte nécessaire des textes fédéraux, répondant à trois objectifs fondamentaux : l'actualisation législative, l'optimisation de l'articulation entre la FFN, les Ligues et les Comités Départementaux et une harmonisation globale.

#### **▪ Modifications des Statuts**

- ✓ **Harmonisation de la terminologie :**
  - Abandon des formulations multiples, terme unique : Bureau exécutif

✓ **Article 20 : organes déconcentrés :**

- Pour les Ligues régionales : possibilité d'opter soit pour un scrutin plurinominal à candidatures isolées à deux tours, soit pour un scrutin de liste mixte à un tour
- Pour les CD : maintien du scrutin plurinominal à candidatures isolées à deux tours
- Et clarification des mesures en cas de défaillance

✓ **Article 21.1 : suppression de la e-Licence**

**Concernant la proposition de suppression de la e-licence, le Comité Directeur décide de ne pas retenir cette proposition.**

Laurent Ciubini rappelle que la proposition pour les ligues régionales d'avoir deux types de scrutins fait écho à une demande formulée lors de l'Assemblée Générale.

Cette possibilité est offerte aux ligues qui souhaiteraient s'en saisir, sans obligation. Ainsi, chaque ligue peut choisir le mode de scrutin qu'elle souhaite et peut revoir ce choix ultérieurement.

Joël Pineau s'interroge sur le principe du scrutin de liste à un tour, notamment dans le cas où il y aurait 4, 5 ou 6 listes en compétition. Il soulève la question de la légitimité d'une liste qui pourrait l'emporter avec seulement 22 ou 23% des voix.

Laurent Ciubini précise que le système serait identique à celui de la fédération, où la liste arrivée en tête obtient au minimum 50% des sièges, avec une représentation proportionnelle pour chaque liste sur les 50% restant.

Alex Badian demande si le passage au scrutin de liste nécessite une modification des statuts de la ligue.

Dominique Cupillard confirme qu'une Assemblée Générale extraordinaire est obligatoire pour mettre en place ce système avant les futures élections.

L'importance de respecter le calendrier est souligné, avec l'obligation de faire les modifications statutaires des organes déconcentrés dans l'année, permettant à chaque ligue d'avoir le temps nécessaire selon sa période d'exercice de référence, et d'éviter les modifications de dernière minute juste avant les élections.

Jeff Guinot soulève la question de l'équité entre ligues utilisant des modes différents et exprime des préoccupations concernant la difficulté à trouver des bénévoles avec le scrutin de liste, les candidats devant être sollicités pour constituer des listes.

Il est noté que dans les grandes ligues trouver des candidats ne pose pas de problème majeur, contrairement aux ligues plus petites qui pourraient rencontrer des difficultés.

***Les propositions de modifications règlementaires apportées aux Statuts de la Fédération sont validées par le Comité Directeur avant présentation à l'Assemblée Générale des 29 et 30 mai prochain.***

▪ ***Modifications du Règlement Intérieur***

✓ **Gouvernance Fédérale**

- Harmonisation autour du Bureau exécutif
- Remplacement de certaines références aux commissions par les cercles de compétences

✓ **Procédures**

- Délai d'1 mois pour le recours gracieux préalable devant le CODIR
- En cas d'élection de personnes physiques : vote à bulletin secret
- Le Président a voix prépondérante en cas de partage égal des voix au CODIR et au Bureau exécutif

- ✓ **Allègements**
  - Réécriture de l'article 23 sur les Ligues et CD
  - Maintien dans le RI fédéral des principes structurants
  - Bascule dans les statuts-types de nombreuses dispositions de détail.
- ✓ **Affiliations et licences**
  - Meilleure prise en compte du système de surlicence avec la Fédération Tahitienne de Natation
  - Clarification sur les transferts
- ✓ **Eau Froide / Glacée**
  - ECG et CM datant de moins de 6 mois et établis par un cardiologue
- ✓ **Élections**
  - En AG élective en présentiel : pouvoir possible au sein du club, après vérification par la CSOE
  - En AG élective à distance : pas de pouvoir entre licenciés d'un même club
- ✓ **Haut-niveau**
  - Mise à jour des références

Jeff Guinot demande des précisions sur la procédure que doivent suivre les fédérations affinitaires souhaitant devenir partenaires de la Fédération, à l'instar de la Fédération Tahitienne.

Laurent Ciubini informe que la Fédération travaille déjà avec plusieurs associations dont la FFH (partenariat établi), le Sport adapté (partenariat établi) et l'UFOLEP (en cours). Les fédérations intéressées s'adressent directement à la Fédération, qui établit ensuite les modalités de collaboration. Le processus reste comme complexe.

***Les propositions de modifications apportées au Règlement Intérieur de la Fédération sont validées par le Comité Directeur avant présentation à l'Assemblée Générale des 29 et 30 mai 2026.***

#### ▪ ***Modification du règlement médical***

- ✓ **Suppression des références au "PPS"**
- ✓ **Actualisation du régime de la nage en eau froide / glacée**
  - Certificat médical de moins de 6 mois, établi par un cardiologue, avec ECG de moins de 6 mois
- ✓ **Allègement du suivi médical pour la catégorie reconversion**
  - Possibilité d'un suivi prenant la forme d'un questionnaire relatif à l'état de santé

***Les propositions de modifications réglementaires apportées au règlement médical de la Fédération sont validées par le Comité Directeur.***

#### ▪ ***Modifications des statuts types applicables aux Ligues***

- ✓ **Nouvelle architecture des statuts-types**
  - Découpage : Généralités / AG ordinaire / AG élective / CODIR / Bureau / Ressources / obligations
  - Ajout du Contrat d'engagement républicain en annexe
- ✓ **Elections et gouvernance**
  - Deux modes de scrutin possibles pour le CODIR
    - Candidatures isolées à deux tours

- Liste mixte proportionnelle avec prime majoritaire
- Composition du CODIR : 10 à 20 membres pour les ligues de moins de 10 000 licenciés, 18 à 32 membres pour les ligues de 10 000 licenciés et plus
- Définition d'un mandat de plein exercice
- Age minimum : 18 ans
- Clarification des règles de pouvoir en AG élective à distance
- Possibilité d'organiser les réunions en distanciel / hybride
- Invitation possible de tiers aux réunions des instances dirigeantes
- Voix du Président prépondérante en cas de partage des voix
- Précision des missions du CODIR et du Bureau
- Création de nouveaux articles :
  - Vérificateurs aux comptes
  - Ethique et honorabilité
  - Mise sous tutelle
- Actualisation intégrant la contractualisation Ligue – Fédération
- Précision sur les délais d'envoi des PV (1 mois pour envoyer à la DRAJES et à la FFN)
- Précision concernant les ressources (notamment la part régionale de la licence dont les modalités de versement sont fixées dans le cadre de la contractualisation ligue-fédération ; les ressources provenant de partenariat et de mécénat ; le produit de ventes de biens, services et prestations ; les recettes des formations organisées par l'ERFAN).

***Les propositions de modifications apportées aux statuts types applicables aux ligues sont validées par le Comité Directeur avant présentation à l'Assemblée Générale des 29 et 30 mai 2026.***

#### **▪ Modifications des statuts types applicables aux Comités Départementaux**

- ✓ **Nouvelle architecture des statuts-types**
  - Découpage : Généralités / AG ordinaire / AG élective / CODIR / Bureau / Ressources / obligations
  - Ajout du Contrat d'engagement républicain en annexe
- ✓ **Elections et gouvernance**
  - Le scrutin reste plurinominal à candidatures isolées à deux tours
  - Pas de liste pour les CD
  - La parité demeure un objectif et non une obligation stricte
  - Réunions possibles en distanciel / hybride
  - Possibilité d'organiser les réunions en distanciel / hybride
  - Précision des missions du CODIR et du Bureau
  - Création de nouveaux articles
    - Vérificateurs aux comptes
    - Ethique et honorabilité
    - Mise sous tutelle
  - Précision concernant les ressources

Benjamin Mercier demande pourquoi le choix du mode de scrutin n'est pas laissé à la discrétion des comités départementaux à l'instar des ligues régionales. Le scrutin de liste apporterait plus de clarté et de transparence dans le processus électoral et permettrait d'éviter la complexité du scrutin plurinominal lorsque le nombre de candidats est trop élevé (exemple cité : 70 candidats dans certains CD). Le scrutin de liste favoriserait également la constitution d'équipes soudées autour d'un projet de mandature commun et partagé.

Christiane Guérin estime qu'un scrutin de liste au niveau départemental risque de bloquer complètement le vote.



Joël Pineau ajoute que cela risquerait également d'écarter des bonnes volontés dans les petits départements. Il préconise par ailleurs de consulter au préalable les présidents de départements sur leur position concernant le scrutin de liste.

Après débat sur l'opportunité d'étendre le scrutin de liste aux comités départementaux, il est convenu de privilégier une mise en œuvre progressive en commençant par l'intégration de cette proposition aux ligues tout en gardant la possibilité d'évolution après évaluation de l'expérience des ligues. La nécessité de bien cadrer et réfléchir avant toute modification est soulignée, particulièrement pour sécuriser le processus électoral.

Jeff Guinot sollicite des éclaircissements concernant les règles statutaires régissant le nombre de sièges au sein des Conseils d'administration des Comités Départementaux et des clubs, au regard des statuts des départements et des ligues.

Laurent Ciubini précise que cette disposition est intégrée dans les statuts types des ligues. Cette mesure remonte à la période de fusion des ligues régionales et avait pour objectif initial de respecter la représentativité et l'historique des anciennes entités fusionnées. Les dispositifs de représentation au sein des ligues et départements sont opérationnels depuis plusieurs années. Le modèle actuel garantit une représentation minimale pour chaque département tout en fixant un seuil maximal pour les clubs ; il donne entière satisfaction et n'a subi aucune modification depuis huit ans.

***Les propositions de modifications apportées aux statuts types applicables aux Comités départementaux sont validées par le Comité Directeur avant présentation à l'Assemblée Générale des 29 et 30 mai 2026.***

#### ■ **Modifications du règlement financier 2026/2027**

Alexandra Laboucheix présente la synthèse des propositions de modification du règlement financier pour la saison 2026/2027.

##### **Augmentation des tarifs :**

- Affiliation générale : 440 €
- Affiliation partenaire : 55 €
- Abonnement aux frais de communication : 275 € pour les ligues, 200 € pour les départements

##### **Augmentation des tarifs des licences (+1,7% inflation) pour la part ligue et la part FFN :**

		Propositions 2026-2027		
LICENCES		TARIFS (€)		
		Part FFN	Part régionale (d)	Total
Compétition	(11 ans et moins)	30,6 €	14,3 €	44,9 €
	(12 ans et plus)	42,8 €	18,4 €	61,2 €
Compétition Estivale (c)	(11 ans et moins)	24,5 €	12,2 €	36,7 €
	(12 ans et plus)	26,5 €	14,3 €	40,8 €
Natation Pour Tous	(16 ans et plus)	16,1 €	4,3 €	20,4 €
	(15 ans et -)	22,9 €	9,7 €	32,6 €
Encadrement		16,1 €	4,3 €	20,4 €
Eau Libre Promotionnelle		11,2 €	4,1 €	15,3 €
J'apprends à Nager / Aisance Aquatique		13,1 €	2,3 €	15,4 €
Surlicence « Natation Pour Tous »		2 €	1 €	3 €
Titre de Participation – Découverte		1,5 €	0,5 €	2 €



Lionel Chalendar exprime ses préoccupations concernant la mémorisation et la gestion de la nouvelle grille tarifaire, dont les montants ne sont plus arrondis. Il rappelle, à titre de comparaison, que l'augmentation uniforme de 5 euros appliquée l'exercice précédent offrait une lisibilité et une simplicité de gestion bien supérieure pour les clubs.

Après discussion, il est convenu que bien que la nouvelle structure tarifaire engendre une complexité de gestion accrue pour les clubs, elle offre une justification plus solide et transparente basée sur l'évolution économique. Il est rappelé que chaque club conserve la pleine liberté d'adapter ses tarifs en arrondissant les montants, ce qui peut également leur permettre de compenser les éventuels coûts administratifs supplémentaires.

#### **Maîtres :**

- Les droits d'engagement reversés par la FFN au comité d'organisation sont fixés à 30 % pour les Championnats de France N2 Maîtres hiver et été et à 90 % pour les Championnats de France des Relais des Maîtres

#### **Eau Libre :**

- Les tarifs des engagements sont fixés à 17 € par épreuve individuelle et à 27 € par épreuve par équipe

#### **Eau Froide :**

- Découpage des tarifs selon les distances : 25 € pour les épreuves de 50m à 500m ; 40 € pour l'épreuve du 1000m

#### **Natation Artistique :**

- Les tarifs des engagements sont fixés à 15 € par nageur et par épreuve et à 15 € en complément par ballet

#### **Water-polo :**

- Les droits d'engagement augmentent pour faire face à l'augmentation des coûts de déplacement :
  - Championnat de France Elite Féminin : 9 900 €
  - Championnat de France Elite Masculin : 16 500 €
  - Championnat de France N1 Féminin : 3 300 € - 2. 200 € si engagement d'une équipe Elite
  - Championnat de France N1 Masculin : 12 100 € - 9 100 € si engagement d'une équipe Elite
  - Championnat de France N2 Masculin : 8 250 € - 6 050 € si engagement d'une équipe Elite ou N1
  - Trophée Elite Masculin Pierre Garsau : 1 000 €
  - Trophée Elite Féminin Alice MILLIAT : 1 000 € pour les 4 finalistes, 500 € pour les 2 perdants des 1/4 de finales
  - Phase finale des Championnats de France Nationale 3 Masculin : 550 € pour les clubs éliminés en 1/2 finale finalistes / 1100 € pour les clubs qualifiés en finale
  - Championnats de France U18 Masculin : 3 300 €
  - U14/16 Féminin : 1 100 €
  - U14/U16 Masculin Excellence : 2 750 €
  - U14/U16 Masculin Honneur Excellence : 190 € par match et par équipe, 275 € par tournoi à 3 équipes, 385 € par tournoi à 4 équipes
  - U15 Féminin : 1 100 €
  - U12/14/U16 Masculin : 1 100 €
  - Toute ligue, non-engagée en coupe de France de Ligue et disposant d'au moins 5 équipes de la catégorie concernée dans son championnat de Ligue, sera pénalisée d'une amende de 6 500 €
  - Précision : on entend par équipe manquante [...] une équipe ayant fait forfait général en cours de saison après la parution des calendriers officiels. La pénalité appliquée est alors celle de l'équipe manquante.

- Délais de paiement et d'engagements : en cas de refus de prélèvement, une pénalité de 100 € sera appliquée par prélèvement non honoré et facturé en fin d'année.
- Indemnités liées aux fonctions de délégué ou d'arbitres : championnat de France FFSU pour 150 € forfaitaire ; Hopla Cup pour 60 € par jour
- Droits de transfert Masculin : suppression des droits de transfert pour les contrats aspirants 18/21 ans et la convention d'accompagnement à la pratique du haut niveau entre 12 et 18 ans.
- Droits de transfert Féminin : suppression de la convention d'accompagnement à la pratique du haut niveau entre 12 et 18 ans.

Benjamin Mercier soulève la question du système de valorisation financière destiné aux ligues engagées dans les Coupes de France des Ligues. Il rappelle que le projet initial prévoyait la création d'une caisse de péréquation alimentée par l'amende de 6 500 € (imposée aux structures non participantes) afin de redistribuer ces fonds aux ligues participantes. Il estime légitime que les ligues qui s'investissent dans la compétition bénéficient d'une compensation financière par rapport à celles qui font volontairement l'impasse sur l'événement.

Laurent Ciubini explique que ce mécanisme de redistribution n'a pas été intégré au règlement financier en raison de sa trop grande complexité. Il précise que la nature même de cette amende est d'être dissuasive ; l'objectif fédéral étant qu'elle ne soit théoriquement jamais appliquée.

Patrick Perez abonde dans ce sens et confirme la dimension purement dissuasive de la pénalité. L'intérêt et l'engagement croissants des présidents de ligue pour les CFL devraient, à terme, naturellement garantir la participation de tous les territoires.

Benjamin Mercier fait remarquer que les frais d'engagement sont restés inchangés depuis 2020. Il plaide pour une stratégie de lissage financier, préconisant de micro-augmentations annuelles régulières plutôt que des réajustements importants tous les cinq ans.

Laurent Ciubini rappelle que si les championnats étaient excédentaires de plus de 100 K€ il y a cinq ans, ils enregistrent cette année un déficit de 80 K. Cette situation légitime un rattrapage tarifaire qui intervient avec deux ans de retard.

Joël Closier évoque la possibilité de passer aux virements pour simplifier la gestion, notamment face aux problèmes rencontrés avec Lemonway.

Laurent Ciubini confirme que cette question doit être posée dans la refonte. Il souhaite que d'autres alternatives soient étudiées, de type Hello ASSO. La problématique de virements reste les difficultés liées au matching.

Bernard Dalmon souligne l'inconvénient des virements pour les licences de dernière minute (délai minimum de 5 jours).

Benjamin Mercier alerte sur le gel des barèmes de remboursement de frais, inchangés depuis 2019. Pour les personnes au forfait, le coût réel d'un repas dépasse désormais le remboursement de 20 €. Et le tarif de 0,20 € du kilomètre n'est plus du tout adapté à la réalité économique actuelle. Il souligne par ailleurs qu'inciter ou contraindre les officiels à privilégier le train s'avérerait contre-productif, générant des coûts indirects plus élevés pour la Fédération (nuits d'hôtel et repas supplémentaires dus aux contraintes horaires).

Laurent Ciubini rejoint ce constat et précise que cette problématique globale impacte l'ensemble des bénévoles de la Fédération, et pas uniquement les arbitres de water-polo. Par ailleurs, il convient de distinguer deux problématiques : l'augmentation des frais de repas et les mesures conjoncturelles d'urgence liées à l'inflation du prix de l'essence, évoquées précédemment par le Président.

Une analyse d'impact financier concernant l'augmentation des taux de remboursement (kilométrage et repas) sera menée dans les prochains jours. Des propositions concrètes et chiffrées seront soumises à arbitrage prochainement.

### **Création d'un titre de participation « Stage » :**

- Ce titre serait accessible depuis la plateforme animation, d'une durée de 1 à 2 semaines maximum, pour un tarif entre 5 et 8 €. L'objectif est de répondre aux souhaits de flexibilité des clubs en proposant une solution intermédiaire entre la NPT annuelle et le titre de participation de 1 à 2 jours. Les avantages identifiés sont : répondre aux besoins d'un nouveau public, élargir l'offre d'activité des clubs, et répondre aux sollicitations des collectivités.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

***Les propositions de modifications apportées au règlement financier sont validées par le Comité Directeur avant présentation à l'Assemblée Générale des 29 et 30 mai 2026.***

### **3.3 – Recours gracieux de l'association Montpellier Sauvetage à l'encontre de la décision du 21 mars 2026 lui refusant son affiliation à la FFN**

Après avoir pris connaissance :

- De la demande d'affiliation du Montpellier Sauvetage,
- De la décision du Bureau Exécutif en date du 21 mars 2026,
- De l'avis motivé défavorable rendu par la ligue Occitanie,
- Du recours gracieux adressé par le Montpellier Sauvetage, représenté par Maître MILLET ;

Considérant que l'article 3.3 des statuts de la fédération précise que « *La FFN peut refuser l'affiliation d'une association qui en fait la demande pour [...] tout motif justifié par l'intérêt général qui s'attache à la promotion et au développement des disciplines ou tout motif tenant à l'incompatibilité de l'objet, de l'organisation ou du fonctionnement du groupement concerné au regard des statuts, du Règlement Intérieur ou des autres règlements de la FFN* ».

Considérant que l'article 30.2 du règlement intérieur de la FFN dispose :

« *La ligue est chargée de rendre un avis d'opportunité sur l'affiliation demandée, au regard de :*

- *l'intérêt général qui s'attache à la promotion et au développement des disciplines fédérales ;*
- *la compatibilité de l'objet, de l'organisation ou du fonctionnement du groupement concerné au regard de la réglementation fédérale.*

*À cet égard, la ligue pourra notamment prendre en compte, sans que ces critères ne soient exhaustifs ni définitifs :*

- *la conformité des activités de l'association à la vocation éducative de la fédération ;*
- *l'existence d'un ou plusieurs autres clubs affiliés sur la même commune et/ou les éventuels litiges entre ces clubs ;*
- *le positionnement des collectivités territoriales vis-à-vis du club demandeur ;*
- *l'accès dont dispose l'association sportive à un équipement aquatique pour organiser la pratique d'activités aquatiques (les créneaux prévisionnels des activités proposées ou les lignes d'eau dont bénéficie l'association) ;*
- *le renforcement de la pluridisciplinarité au sein des clubs et sur un même territoire. Dans le cadre de cet avis, la ligue peut s'appuyer sur le Comité départemental dont dépend l'association sportive, en fonction de l'adresse de son siège social [...]* ».

Considérant que l'article 5 de l'association Montpellier Sauvetage relatif à son objet statutaire ne mentionne pas les activités de natation ; que la mention « *toutes les disciplines reconnues par le CNOSF* » ne permet pas d'assurer au club une compatibilité d'objet avec les statuts de la FFN ;

Considérant que dans le cadre de la procédure d'affiliation, la consultation des organes déconcentrés de la FFN a mis en exergue le fait qu'un ancien licencié de la FFN, Monsieur CONDOMINE, se rapprochait de licenciés de la FFN et de leurs représentants légaux lors de compétitions AVENIR, en leur proposant d'intégrer, à la rentrée prochaine, le Montpellier Sauvetage, que ces méthodes sont de nature à créer des conflits sur le territoire départemental ;

Qu'en ces circonstances et compte tenu du nombre de clubs déjà adhérents de la FFN sur le bassin de vie Montpelliérain (AC Juvignac, ASPTT Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole Natation Artistique, Montpellier Méditerranée Métropole UC Natation, Montpellier Paillade Natation, Montpellier Waterpolo) l'octroi de l'affiliation sollicitée présenterait un risque de fragmentation du réseau fédéral ;

Considérant que l'association ne démontre en outre aucun soutien particulier de la collectivité territoriale en faveur du déploiement de ses activités et qu'il n'apporte aucune garantie quant au respect du principe de 100% licence décrit par l'article 35.1 du règlement intérieur fédéral selon lequel doivent être licenciés l'ensemble des « *adhérents d'une association sportive affiliée et pratiquant les disciplines de la Natation Course, la Natation en Eau Libre, le Water-Polo, le Plongeon, la Natation Artistique, et la Natation en Eau Froide, ainsi que les pratiques liées aux activités des Maîtres, de la Natation Santé, récréatives, d'éveil, de découvertes et de loisirs aquatiques doivent être licenciés à la FFN* » ;

Considérant dès lors qu'aucune violation de l'article 3.3 des statuts de la FFN et 30.2 du règlement intérieur fédéral ne saurait être retenue à l'encontre du Bureau fédéral.

**Décision :**

- **Le Comité Directeur décide de rejeter le recours gracieux du club de Montpellier Sauvetage.**

***En raison de leur appartenance à la Ligue Occitanie Bernard Dalmon, Richard Lagrave, Christine Mazière et Alexandra Vergnes ne prennent pas part au vote.***

*Aux termes de l'article R.141-5 du code du sport, la saisine du Comité National Olympique et Sportif Français à fin de conciliation constitue un préalable à tout recours contentieux, lorsque le conflit résulte d'une des présentes décisions.*

*En cas de saisine dudit Comité, l'exécution de cette décision est suspendue à compter de la notification à l'auteur de la décision de l'acte désignant un conciliateur. Toutefois, le président de la conférence des conciliateurs peut lever la suspension dans le cas où la décision contestée est motivée par des actes de violence caractérisée.*

*La demande de conciliation doit être effectuée dans les quinze jours suivant la notification ou la publication de la décision contestée.*

### **3.4 – Point sur la préparation de l'Assemblée Générale 2026 à Ajaccio**

- ***Validation de l'ordre du jour (en annexe)***

Le Comité Directeur valide l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

Il est précisé que la remise des médailles d'Or sera organisée en deux temps : 5 médailles seront décernées lors des travaux de l'Assemblée Générale le vendredi après-midi (délégués récipiendaires) et 4 médailles seront décernées lors du dîner le vendredi soir.

- ***Validation des modalités de vote***

Le Comité Directeur valide le vote à main levée lors de la prochaine Assemblée Générale d'Ajaccio.

## **4. Affaires sportives**

### **4.1 – Validation des critères de sélection aux Championnats du Monde 25m de Pékin en décembre 2026 (en annexe)**

Denis Auguin présente les critères de sélection. Il s'agit du même mode de qualification que pour les Championnats d'Europe précédents :

- ✓ Temps basés sur le 12e des derniers Mondiaux/Européens
- ✓ Prime pour les médaillés européens avec obligation de participation aux Championnats de France

Le Comité Directeur valide les critères de sélection aux Championnats du Monde 25m de Pékin en décembre 2026.

#### 4.2 – Modification du règlement des Interclubs 2026 (en annexe)

Denis Auguin présente les propositions de modification du règlement des Interclubs 2026, dont :

- ✓ Abandon des critères nationalité/appartenance
- ✓ Nouveau critère : 50% des performances réalisés l'année précédente sur le territoire français

Jeff Guinot demande qui procèdera à la vérification du critère des 50 % de performances réalisés sur le territoire français.

Denis Auguin précise que la règle des 50% s'applique sur l'année précédant les interclubs, et non sur l'historique global. Marc Hanssler sera chargé de vérifier l'application de ces règles, ce qui représente un travail plus simple que le système précédent.

Le Comité Directeur valide la proposition de modification du règlement des Interclubs 2026.

Benjamin Mercier intervient pour aborder la problématique du nombre d'étrangers autorisés dans les championnats de water-polo, regrettant que cette question ne soit pas soumise au vote du comité directeur. Il rappelle que le CC Water-Polo s'était prononcé pour un retour à quatre étrangers et que les clubs y étaient majoritairement favorables. La DTN avait par ailleurs préconisé un retour à quatre étrangers via une note de son directeur adjoint. Malgré ces avis convergents, le maintien à cinq étrangers a été décidé. L'expérimentation avec cinq étrangers avait été mise en place pour aider Marseille en Champions League, mais les résultats n'ont pas été concluants puisque Marseille a été éliminée malgré cette mesure.

Patrick Perez précise que le CCWP ne s'était pas prononcé formellement cette année sur la question, les discussions ayant été informelles. Il défend la décision de maintenir l'expérimentation sur 19 mois pour permettre une évaluation complète.

Il est souligné que l'augmentation du nombre d'étrangers (jusqu'à 7 en Champions League) réduit mécaniquement le temps de jeu des joueurs français de l'équipe de France, ce qui pose question pour le développement du water-polo français.

Florian Bruzzo propose de remettre la question du nombre d'étrangers en waterpolo sur la table dès décembre pour prendre les décisions nécessaires.

### 5. Présentation du processus de contractualisation

---

Sylvain Pestana présente le principe de la contractualisation dont l'ambition est de faciliter le développement cohérent de chaque ligue, grâce à un cadre et des moyens adaptés.

- ✓ **Création d'un groupe de travail pour créer une synergie des compétences fédérales (Elus, CTS, salariés) :**
  - à l'écoute (diagnostic, prise en compte du contexte régional...),
  - force de proposition (toujours en collaboration avec la Ligue, l'idée n'est pas d'ingérer),
  - producteur de contenus.

- ✓ **Mise à disposition d'une enveloppe FFN destinée à financer tout ou partie du projet Ligue selon sa pertinence par rapport au Projet Fédéral.**
- ✓ **Signature d'une convention incitative à deux volets pour :**
  - assurer un plancher de développement commun à toutes les Ligues (Volet 1)
  - tout en permettant à la ligue de se développer de manière spécifique (Volet 2)

#### Une structure en deux volets :

- ✓ **Un Premier volet « socle Commun » inhérent aux prérogatives des ligues et visant à assurer un plancher de développement commun**
  - Une convention pour définir des engagements réciproques de base de la Ligue avec la Fédération (Statuts et RI FFN, Statuts-types Ligues, Codir, Assemblée des CODEP...)
  - Un socle de dispositions communes réparti en trois grandes parties : le socle « Administratif », le socle « Tête de réseau » et le socle « Sportif »
  - Intégration dans le préambule et le règlement financier au prochain CODIR du principe que 25% de la part régionale allouée à chaque Ligue sera versée au prorata du respect de ce socle commun

#### **La part régionale de la licence**

- La part régionale conditionnée au respect de l'intégralité du socle Commun :  
25% de la part régionale allouée sera soumise au respect du socle commun (prise en compte de l'existant pour déterminer le barème sans compromettre l'équilibre financier des Ligues) :
  - socle « Administratif » 20% (soit 5% de la part régionale totale)
  - socle « Tête de réseau » 30% (soit 7,5% de la part régionale totale)
  - socle « Sportif » 50% (soit 12,5% de la part régionale totale)
- La Part régionale non allouée :
  - En cas de manquement au socle commun, la partie de la part régionale non attribuée est gelée et sera reversée au budget global du volet 2 de la contractualisation
  - 75% de la part régionale sera désormais versée automatiquement aux Ligues avec une régularisation chaque trimestre de la part manquante en fonction du respect du socle commun
  - La part régionale de la saison 2026/2027 est la première à être conditionnée
- ✓ **Un deuxième volet pour accompagner le développement spécifique de la ligue**
  - Campagne de diagnostics menée par la cellule « Accompagnement des territoires » et le CC dans chaque Ligue pour remonter des informations précises (deuxième trimestre 2026)
  - Configuration « corrective » : Si la Ligue ne remplit pas l'intégralité du socle de dispositions communes du premier volet, le deuxième volet aura pour objet d'accompagner en priorité la bonne mise en œuvre du socle commun
  - Configuration « appel à projets » : Si la Ligue remplit l'intégralité du socle de dispositions communes, son ou ses projets de développement sont alors accompagnés pour approfondir ce socle commun (en cohérence avec le projet fédéral)
  - Suivant l'importance de la configuration « corrective » et la volonté des dirigeants de respecter ces obligations, possibilité d'activer simultanément la configuration « appel à projets »
  - La durée d'engagement de ce deuxième volet est à discuter mais peut être adaptée à chaque Ligue
  - Soutien aux Ligues pour l'établissement d'un projet de développement sur son territoire qui s'inscrit pleinement dans le projet fédéral

#### Les diagnostics :

- ✓ **Un autodiagnostic via un formulaire à remplir par la ligue :**



- L'état de développement de la ligue (le nombre de licenciés global, par discipline, par habitant, leur progression, les revenus financiers le comparatif des départements, EPCI...)
  - Le sportif (les performances nationales, régionales, le niveau de structuration, ETR, organisation de compétitions)
  - Administration de la ligue (RH, Subvention, ERFAN)
  - Adhésion aux dispositifs PSF/Labellisation/Académie de la Natation, Référents Régionaux
- ✓ **Rencontre avec un groupe de travail du CC pour mieux cerner les spécificités régionales :**
- Après études de l'autodiagnostic et discussions, quelles facilités ? difficultés ?
  - Sur quels dispositifs ? Quelle partie de la contractualisation ?
  - Quels axes de progression ? Amorcer une réflexion commune pour activer de manière optimale le volet 2 de la contractualisation

### **L'enveloppe allouée pour l'appel à projets :**

- ✓ **Le montant de l'enveloppe allouée à l'appel à projets :**
- Pour 2026, suppression du financement de la relève par les ligues et mise au budget de 100 K€ relatifs aux projets actés face aux urgences (financement de la péréquation Plongeon, Nouvelle Calédonie, Interrégion Grand Ouest, etc).
  - En 2027, l'objectif est que l'enveloppe s'élève à 400 K€.
- ✓ **Les modalités d'attribution :**
- Le CODIR FFN détermine le montant de l'enveloppe allouée à la Ligue en fonction de la pertinence du projet par rapport au Projet fédéral et de l'état des finances de la Ligue.
  - Les projets sont à réfléchir en cohérence avec le déploiement des cadres techniques, l'emploi de cadres fédéraux et les autres dispositifs existants (PSF, PST...).

Jean-Luc Manaudou soulève l'importance d'élargir le contrôle financier des ligues régionales. Selon lui, il est nécessaire d'examiner non seulement l'état de leur trésorerie mais également la pertinence et l'efficacité de l'utilisation de leurs fonds.

Joël Pineau rappelle que cet audit approfondi est précisément programmé dans le cadre des visites de terrain de la Fédération au sein des différentes ligues. Il convient donc d'attendre la finalisation de ce bilan global pour disposer d'une cartographie précise de la situation.

Gilles Sézionale souligne que le modèle économique actuel est "à bout de souffle", doublement fragilisé par la crise conjoncturelle et par un manque de formation des équipes dirigeantes. Il propose l'organisation d'un séminaire spécifique visant à former les dirigeants à la gestion financière et la mise en place de garde-fous réglementaires.

Jean-Luc Manaudou interroge sur l'état d'avancement du projet de plan comptable commun à l'ensemble des ligues régionales. Il rappelle que cet outil est indispensable pour permettre à la Fédération de comparer efficacement les grands postes de dépenses et d'analyser leur affectation réelle sur le territoire.

Patrick Perez confirme que la mise en place de ce plan comptable est tout à fait réalisable malgré sa complexité technique. Ce chantier n'a malheureusement pas pu être priorisé au cours des six derniers mois, en raison de la charge de travail importante liée à l'organisation des Championnats d'Europe. Il déplore par ailleurs le faible investissement des présidents de ligue sur ce sujet, illustré par une récente réunion de travail où seuls quatre représentants étaient présents, et ce, malgré de nombreuses relances téléphoniques. Face à ce constat il préconise de passer à « l'étape supérieure » en imposant de manière réglementaire ce cadre comptable unique à toutes les structures régionales.

Le Comité Directeur valide le processus de contractualisation.



## **6. Questions diverses**

---

### **6.1 – Lieux d'organisation non pourvus**

Christiane Guérin rappelle les lieux non pourvus pour le dernier trimestre 2026 :

- Championnats de France Elite 25m du 22 au 25 octobre
- Championnats de France U18 25m du 8 au 12 décembre

Elle salue par ailleurs le travail réalisé sur la mise en place de la nouvelle organisation du secteur Formation de la FFN.

### **6.2 – Feuilles de route des cercles de compétence**

Dominique Cupillard rappelle qu'il manque encore quelques feuilles de route de cercle de compétence et demande aux Présidents des CC concernés de les adresser avant la fin du mois de mai.

## **7. Clôture des travaux par le Président**

---

Gilles Sézionalie remercie les membres du Comité Directeur pour les échanges et donne rendez-vous à toutes et tous à l'Assemblée Générale d'Ajaccio.

Clôture des travaux à 16h40.

**La secrétaire générale**

**Dominique CUPILLARD**

**le Président**

**Gilles SEZIONALE**